

Dernière mise à jour le 31 janvier 2025

Comment déterminer les saisies sur rémunérations pour l'année 2025 ?

Un décret, publié au JO du 31 décembre 2024, a fixé les barèmes des saisies et cessions des rémunérations, applicables au 1er janvier 2025. Notre actualité vous propose également 2 exemples chiffrés.

Sommaire

- Barèmes 2025
- Barème annuel
- Barème mensuel
- Exemples chiffrés
- Exemple 1
- Exemple 2
- Calcul de la saisie sur salaire
- Références

Barèmes 2025

Barème annuel

Barème annuel					
Tranches rémunérations	Pourcentage saisie				
0 à 4.440 €	1/20 ^{ème}				
De 4.440,01 € à 8.660,00 €	1/10 ^{ème}				
De 8.660,01 € à 12.890 €	1/5 ^{ème}				
De 12.890,01 € à 17.090 €	1/4				
De 17.090,01 € à 21.300 €	1/3				
De 21.300,01 € à 25.600 €	2/3				
Plus de 25.600 €	En totalité				

Majoration pour personne à charge : 1.720 € par personne à charge

Extrait du décret :

Article 1

A l'article R. 3252-2 du code du travail :

1° La somme : « 4 370 € » est remplacée par la somme : « 4 440 € » ; 2° La somme : « 8 520 € » est remplacée par la somme : « 8 660 € » ;



```
3° La somme : « 12 690 € » est remplacée par la somme : « 12 890 € » ;

4° La somme : « 16 820 € » est remplacée par la somme : « 17 090 € » ;

5° La somme : « 20 970 € » est remplacée par la somme : « 21 300 € » ;

6° La somme : « 25 200 € » est remplacée par la somme : « 25 600 € ».

Article 2

A l'article R. 3252-3, la somme : « 1 690 € » est remplacée par la somme : « 1 720 € ».

Article 3

Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2025.
```

Barème mensuel

Selon nos calculs, le barème mensuel suivant est applicable à compter du 1er janvier 2025 :

Barème mensuel				
Tranches rémunérations	Pourcentage saisie			
0 à 370,00 €	1/20 ^{ème}			
De 370,01 € à 721,67 €	1/10 ^{ème}			
De 721,68 € à 1.074,17 €	1/5 ^{ème}			
De 1.074,18 € à 1.424,17 €	1/4			
De 1.424,18 € à 1.775,00 €	1/3			
De 1.775,01 € à 2.133,33 €	2/3			
Plus de 2.133,33 €	En totalité			

Majoration pour personne à charge : 143,33 € par personne à charge.

Personnes à charge : rappels

Selon les conditions légales, article R 3252-3 du code du travail, sont considérées comme personnes à charge :

- Le conjoint, concubin ou partenaire lié par un PACS du salarié, dont les ressources personnelles sont inférieures au RSA pour une personne seule ;
- Tout enfant ouvrant droit aux prestations familiales et à la charge effective du débiteur, ou pour lequel le salarié verse une pension alimentaire ;
- L'ascendant dont les ressources personnelles sont inférieures au RSA pour une personne seule et qui habite avec le salarié ou auquel ce dernier verse une pension alimentaire.

Fraction insaisissable

- Cette fraction correspond à la valeur du RSA en vigueur (NDLR : RSA dit « socle »), soit la valeur de 635,71 € depuis le 1^{er} avril 2024
- Déduction faite des cotisations et contributions sociales obligatoires ;

Exemples chiffrés

Exemple 1



Présentation du contexte

- Soit un salarié dont la rémunération nette mensuelle après prélèvement à la source est de 1.500 € ;
- Il est supposé n'avoir aucune personne à charge.

Calcul de la saisie sur salaire

Compte tenu de la base de 1.500,00 €, les calculs suivants sont réalisés :

De	- €	A	370,00 €	1/20	18,50 €
De	370,00 €	Α	721,67 €	1/10	35,17 €
De	721,67 €	A	1.074,17 €	1/5	70,50 €
De	1.074,17 €	Α	1.424,17 €	1/4	87,50 €
De	1.424,17 €	A	1 500,00 €	1/3	25,28 €
Soit un total de					236.94 €

Soit une saisie de 236,94 € sur la rémunération du mois



Exemple 2

Présentation du contexte

- Soit un salarié dont la rémunération nette mensuelle après prélèvement à la source est de 1.500 € ;
- Il est supposé avoir <u>2 personnes à charge.</u>

Calcul de la saisie sur salaire

Compte tenu de la base de 1.500,00 €, les calculs suivants sont réalisés :

De	- €	Α	656,66 €	1/20	32,83 €
De	656,66 €	А	1.008,33 €	1/10	35,17 €
De	1.008,33 €	А	1.360,83 €	1/5	70,50 €



De	1.360,83 €	Α	1.500,00 €	1/4	34,79 €
Soit un total de					173,29 €

Soit une saisie de 173,29 € sur la rémunération du mois



Références

Décret n° 2024-1231 du 30 décembre 2024 révisant le barème des saisies et cessions des rémunérations, JO du 31